

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 9 octobre 2015

T-PD-BUR(2015)36RAP

**BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION  
DES PERSONNES A L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À  
CARACTÈRE PERSONNEL [STE n° 108]  
(T-PD-BUR)**

**36<sup>ème</sup> réunion du Bureau**

Paris, 6-8 octobre 2015

---

**RAPPORT ABRÉGÉ**

Le Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD-BUR) a tenu sa 36<sup>ème</sup> réunion à Paris du 6 au 8 octobre 2015, sous la présidence de M. Jean-Philippe Walter (Suisse). L'ordre du jour, tel qu'adopté par le Bureau du T-PD et la liste des participants font l'objet des annexes I et II.

Le Bureau du T-PD :

1. prend note des informations présentées par le Secrétariat (réélection de Gabriella Battaini-Drioni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, l'élection de M. Guido Raimondi à la Présidence de la Cour européenne des droits de l'Homme, l'élection de M. Roderick Liddell en tant que greffier de la Cour) et se félicite du renouvellement de la mise à disposition de Mme Maria Michaelidou à l'Unité de la Protection des données exprimant sa gratitude au gouvernement de Chypre et se rallie aux inquiétudes exprimées une fois encore par le Président au sujet de l'insuffisance des ressources allouées au Comité et à son Secrétariat ;

2. prend note des informations fournies par le Secrétariat concernant la **modernisation de la Convention 108**, notant en particulier que le Groupe de rapporteurs sur la coopération juridique du Comité des Ministres, lors de sa réunion de septembre, a convenu, en tenant compte de l'avancement des négociations au niveau du trilogue menées par l'Union européenne, d'inscrire le point CAHDATA à l'ordre du jour de sa première réunion de 2016, examine par ailleurs le projet révisé de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108, et traite de la question de l'exception, en matière de flux transfrontières, sur la liberté d'expression (article 12(7) du projet de Convention modernisée) ;

3. prend note des informations fournies par le Secrétariat concernant **la protection des données dans le secteur de la police** et du fait que la reprise de ces travaux doit être reportée à début 2016 ;

4. prend note des informations présentées par les experts, Antoinette Rouvroy et Jean-Noël Colin, concernant leur rapport « des données et des Hommes - Droits et libertés fondamentaux dans un monde de **données massives** », tient un échange de vues et charge son Secrétariat de préparer un projet de lignes directrices sur la base du rapport ;

5. examine le **projet de recommandation sur la protection des données de santé** présenté par l'expert Jeanne Bossi Malafosse et mandate l'expert de compléter le projet de recommandation sur la base des commentaires formulés et reçus par écrit afin qu'il soit examiné lors de la 37<sup>ème</sup> réunion du Bureau ;

6. prend note de la proposition du représentant du Liechtenstein concernant les travaux relatifs à **l'échange automatisé de données**, explorant la possibilité d'une coopération avec l'OCDE au sujet notamment de l'annexe C de l'Accord multilatéral entre autorités compétentes et charge son Secrétariat de se mettre en rapport avec l'OCDE en ce sens ;

7. prend note des informations fournies par le Secrétariat sur le projet de mandat Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI), les travaux du Comité sur la cybercriminalité (T-CY) et du projet de Stratégie de Gouvernance de l'Internet 2016-2019, et notamment de la proposition de réaliser des rapports triennaux sur l'état de la protection des données au Conseil de l'Europe, et enfin des suites données à la Recommandation 2067 (2015) "Surveillance de masse" de l'APCE ;

8. examine les propositions de l'expert Marie Georges sur la question des PNR et charge le Secrétariat de préparer un **projet d'avis** sur la conciliation des intérêts en jeu dans le cas du PNR, en vue de la 37<sup>ème</sup> réunion du Bureau ;

9. prend note des informations présentées par les **observateurs** et notamment de la proposition de l'AFAPDP d'inviter d'autres pays ayant adopté des lois de protection des données à considérer la possibilité d'une demande d'adhésion à la Convention 108, tels que le Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Gabon et Madagascar, notant qu'il conviendrait d'évaluer les lois des pays concernés avant de procéder à des telles invitations, ainsi que l'information fournie par le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) sur l'adoption d'une réglementation en matière de données personnelles, la mise en place d'un Bureau sur la

protection des données, ainsi que d'autres activités telles que sa coopération avec le Privacy Hub (Bruxelles) et l'atelier sur la protection des données au sein des organisations internationales qui sera organisé avec le CEPD. La participation d'une représentante de l'OCDE permet de mettre en lumière l'opportunité de coopérer sur le dossier « données de santé » également traité par l'OCDE ;

10. prend note de l'arrêt (C 362/14) de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 6 octobre 2015 dans l'affaire Maximilian Schrems c. Commissaire à la protection des données, qui invalide l'accord **Safe Harbour** ;

11. confirme que la **33<sup>ème</sup> réunion plénière** se tiendra à Strasbourg du 29 juin au 1 juillet 2016 ; les **37<sup>ème</sup> et 38<sup>ème</sup> réunions** du Bureau du T-PD se tiendront à Strasbourg, du 9 au 11 décembre 2015, et à Paris, du 22 au 24 mars 2016, respectivement.

## **ANNEXE I.**

### **ORDRE DU JOUR**

#### **1. OUVERTURE DE LA REUNION**

- T-PD(2014)RAP32Abr Rapport abrégé de la 32<sup>ème</sup> réunion Plénière (1-3 juillet 2015)
- T-PD-BUR(2015)RAP35Abr Rapport abrégé de la 35<sup>ème</sup> réunion du Bureau du T-PD (25-27 mars 2015)
- T-PD(2016)WP Programme de travail du T-PD 2016-2017
- T-PD(2014)WP Programme de travail du T-PD 2014-2015
- T-PD(2014)07 Règlement intérieur

#### **2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

#### **3. COMMUNICATION DU SECRETARIAT**

#### **4. MODERNISATION DE LA CONVENTION 108**

Experte: Mme Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Université de Namur (FUNDP), Belgique.

*Action requise : Le Bureau discutera de la formulation de l'article 12(7) du projet de texte de la Convention modernisée.*

- CAHDATA(2014)RAP03Abr Rapport abrégé de la 3<sup>ème</sup> réunion du CAHDATA (1-3 décembre 2014).
- Projet de Protocole d'amendement Projet de protocole portant amendement à la Convention 108.
- Document d'information Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108 avec réserves  
(uniquement en anglais)
- Projet de rapport explicatif Projet de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108 – version révisée  
(uniquement en anglais)
- T-PD-BUR(2013)02Rev5 Eléments d'information sur le mécanisme d'évaluation et de suivi

## 5. PROTECTION DES DONNEES ET POLICE

*Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.*

- T-PD(2015)06 "Draft practical guide regulating the use of personal data in the police sector" par Ed Beaman
- T-PD(2013)11 Recommandation (87)15 – "Vingt-cinq ans après : rapport final " (par M. Cannataci)  
(uniquement en anglais)
- Recommandation N° R(87)15 Recommandation visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police (17 septembre 1987)

## 6. BIG DATA

Experts:

Mme Antoinette Rouvroy, Chercheur qualifié FNRS, Centre de Recherches Information, Droit et Société, Faculté de droit, Université de Namur Belgique.

M. Jean-Noël Colin, Professeur à la Faculté d'Informatique, Université de Namur, Belgique.

*Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par les experts et tiendra un échange de vues.*

- T-PD-BUR(2015)09 Projet de rapport : Des données et des Hommes - Droits et libertés fondamentaux dans un monde de données massives  
Par Antoinette Rouvroy & Jean-Noël Colin

## 7. PROTECTION DES DONNEES MEDICALES

Experte: Mme Jeanne Bossi Malafosse, Avocate à la Cour, DLA Piper France LLP, Paris, France.

*Action requise : Le Bureau examinera le projet préliminaire de Recommandation présenté par l'experte.*

- T-PD-BUR(2015)06 Projet préliminaire de Recommandation en matière de protection des données de santé - Projet de Recommandation
- T-PD(2015)07 Projet de rapport de présentation visant à mettre à jour la Recommandation n° R (97) 5 du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales par Mme Jeanne Bossi Malafosse

- T-PD(2015)02Mos Compilation des réponses reçues
- T-PD(2014)07 Questionnaire : “Medical technologies and data protection issues” (*anglais seulement*)
- Recommandation N° R (97) 5 sur la protection des données médicales

## 8. ECHANGE AUTOMATIQUE DE DONNEES

Expert: Philipp Mittelberger, Data Protection Supervisor, Data Protection Office, Liechtenstein.

*Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert.*

- T-PD(2014)05 Avis sur les implications en matière de protection des données à caractère personnel des mécanismes d'échange interétatique et automatique de données à des fins administratives et fiscales
- T-PD-BUR(2014)01 Rapport sur les implications pour la protection des données d'un recours croissant à des mécanismes d'échanges interétatiques et automatiques de données à caractère personnel à des fins administratives et fiscales, ainsi que dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et de la corruption.

## 9. COOPERATION AVEC D'AUTRES INSTANCES DU CONSEIL DE L'EUROPE

*Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.*

- Comité Directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)
- Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)
  - Lettre du G29 au T-CY

## 10. VUE D'ENSEMBLE SUR LES ACTIVITES ET DEVELOPPEMENTS MAJEURS INTERVENUS DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DES DONNEES

*Action requise: Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.*

- ICANN (54<sup>ème</sup> réunion, Dublin ; 18-22 octobre 2015)
- T-PD(2015)03Mos Compilation de rapports d'experts

## 11. AVIS

Expertes :

Mme Marie Georges, expert indépendante du Conseil de l'Europe, Paris, France.

Mme Muriel Sylvan, Chargée de mission auprès du Conseiller diplomatique, Cabine, Ministère de l'intérieur, France.

*Action requise: Le Bureau prendra note des informations fournies par les expertes et examinera le projet d'avis qui sera transmis au T-PD pour adoption.*

12. T-PD-BUR(2015)05                      Projet d'avis du Bureau du T-PD relatif aux dossiers passagers (PNR), exploration et protection des données
13. T-PD(2015)11                      Passenger Name Records, data mining & data protection: the need for strong safeguards.  
Projet de rapport du Conseil de l'Europe par M. Douwe Korff et Mme Marie Georges (anglais uniquement)
14. T-PD(2015)14                      Avis sur la demande de la Tunisie d'être invitée à adhérer à la Convention 108

## 15. OBSERVATEURS

*Action requise: Le Bureau prendra note des informations fournies par les observateurs.*

## 16. DIVERS

\* \* \*

### PROJET D'ORDRE DES TRAVAUX (indicatif et sujet a modification en fonction du rythme des travaux)

	6 octobre 2015	7 octobre 2015	8 octobre 2015
<i>Début</i>	09h30	09h30	09h30
<i>Matin</i>	Points 1,2,3,6	Point 4,8	Points 11
<i>Déjeuner</i>	13h00-14h30	13h00-14h30	
<i>Après-midi</i>	Points 7	Points 5,9,10	Points 12 et 13
<i>Fin</i>	18h00	18h00	16h00
<i>Soirée informelle</i>	20h00		

## ANNEXE II.

### LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS\*

#### MEMBERS OF THE BUREAU / MEMBRES DU BUREAU

##### GEORGIA / GEORGIE (apologised/excusée)

Nino Sarishvili, Head of International Relations and Communications Department, Office of the Personal Data Protection Inspector, 7, Ingorokva Str., 0105, Tbilisi Georgia

##### HUNGARY / HONGRIE

Péter Kimpian, International Affairs and Public Relations Department, National Authority for the Data Protection and Freedom of Information, H-1125 Budapest, Szilágyi Erzsébet fasor 22/C

##### ITALY / ITALIE

Pierucci Alessandra, (first vice-chair), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

##### LUXEMBOURG

Gérard Lommel, Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

##### PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

##### SERBIA / SERBIE

Nevena Ružić, (second vice-chair), Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11 000 Belgrade

##### SPAIN / ESPAGNE (apologised/excusé)

Agustín Puente Escobar, Director, Agencia Española De Protección De Datos, State Attorney -Head of the Legal department, C/Jorge Juan, 6, 28001 Madrid

##### SWITZERLAND / SUISSE

Jean-Philippe Walter, (Président), Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Chancellerie fédérale, Feldeggweg 1, 3003 Berne

#### MEMBERS OF THE T-PD / MEMBRES DU T-PD

##### BELGIUM / BELGIQUE

Valérie Verbruggen, Conseiller Juridique, Commission de la protection de la vie privée, Rue de la presse, 35 à 1000 Bruxelles

##### FRANCE

Agnès Maitrepierre, Chargée de mission auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et du développement international, 57 Boulevard des Invalides, 75700 Paris

---

*\*This list does not constitute a certificate of presence as some participants only attended part of the meeting. / La présente liste ne constitue en aucune façon une attestation de présence en raison du fait que certains participants n'ont été présents que ponctuellement.*

## OBSERVERS / OBSERVATEURS

### TURKEY / TURQUIE

Abdullah Aydin, Magistrat / Conseiller juridique à l'Ambassade de la Turquie  
16, Avenue de Lamballe, 75016 Paris

### FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)

Floriane Leclercq, Chargée de mission, Commission nationale de l'informatique et des libertés,  
8 rue Vivienne - CS 30223 - 75083 PARIS Cedex 08

### ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME / EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS (AEDH)

Maryse Artiguelong, Déléguée, AEDH, Rue de la Caserne 33 – 1000 Brussels, Belgium

### EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Lukasz Rozanski, European Commission, DG Justice and Consumers, Rue de la Loi 200, 1049 Brussels

Paulo Silva, European Commission, DG Justice and Consumers, Rue de la Loi 200, 1049 Brussels

### EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR / LE CONTRÔLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNEES

Alba Bosch Moliné, Legal officer, Policy & Consultation Unit, Postal address: Rue Wiertz 60, B-1047  
Brussels, Office address: Rue Montoyer 30, B-1040 Brussels

### INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX- ROUGE

Massimo Marelli, Lawyer/Head of Data Protection Project, Communication & Information Management  
Department, ICRC Geneva

Julie Tenenbaum, Regional Legal Adviser for Europe, 10bis, Passage d'Enfer, 75014 Paris, France

### INTERNATIONAL CONFERENCE OF DATA PROTECTION AND PRIVACY COMMISSIONERS / CONFERENCE INTERNATIONALE DES COMMISSAIRES A LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA VIE PRIVEE

Elyse Latify, Juriste, Service des affaires européennes et internationales, Commission Nationale de  
l'Informatique et des Libertés (CNIL), Paris

Laurent Lim, CNIL, Juriste chargé de mission, Service des affaires européennes et internationales

### ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) / ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (OCDE)

Elettra Ronchi, PhD, Senior Policy Analyst, Digital Economy and Policy Division, Directorate for Science,  
Technology and Industry 2, rue André Pascal, 75775 Paris Cedex 16

### PERSONAL INFORMATION PROTECTION COMMISSION (PIPC) OF SOUTH KOREA / COMMISSION POUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES (PIPC) DE LA COREE DU SUD

Hwang Joong Yeon, non-permanent Commissioner, 209 Seong-daero, Jongno-gu, Seoul 03171, Korea

Lee Suk Kyung, Deputy Director, 209 Seong-daero, Jongno-gu, Seoul 03171, Korea

Kim Hee Hyun, Interpreter, 209 Seong-daero, Jongno-gu, Seoul 03171, Korea

## **SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES**

Jeanne Bossi Malafosse, Avocat à la Cour – Counsel, DLA Piper France LLP, 27 rue Laffitte, 75009 Paris

Jean-Noël Colin, Professeur, Faculté d'Informatique, Bureau 225

Université de Namur ASBL, Rue Gradgagnage, 21 - 5000 Namur, Belgique

Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP), Rempart de la Vierge n°5, 5B-5000 Namur, Belgique

Marie Georges, experte indépendante

58 rue de Rochechouart, 75 009 Paris, France

Philipp Mittelberger, (T-PD Representative of Liechtenstein), Data Protection Inspector, Data Protection Office, Haus Wille, Kirchstrasse 8, 9490 Vaduz, Liechtenstein

Antoinette Rouvroy, Docteur en sciences juridiques et chercheur à l'Université de Namur, Belgique

## **SECRETARIAT**

**Directorate General Human Rights and Rule of Law  
Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de Droit**

### **Data Protection Unit / Unité de la protection des données**

Sophie Kwasny, Secretary of the T-PD / Secrétaire du T-PD

Maria Michaelidou, Programme Advisor / Conseillère de programme

## **INTERPRETERS / INTERPRETES**

Kamal Zimmermann

Léa Ouedraogo

Tim Viart